

NOTE DE POLITIQUE

Développer un cadre politique pour les systèmes de vulgarisation agricole en Tunisie



Boubaker Dhehibi ^{(1)*}, Jutta Werner ⁽²⁾, Udo Rudiger ⁽³⁾ and Hloniphani Peter Moyo ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Resilient Agricultural Livelihood Systems Program (RALSP), ICARDA, Amman, Jordanie

⁽²⁾ Ministère Fédéral de l'Environnement, de la Conservation des Ressources Naturelles et de la Sécurité Nucléaire, Allemagne

⁽³⁾ Resilient Agricultural Livelihood Systems Program (RALSP), ICARDA, Tunis, Tunisie

* Auteur de correspondance. E-mail : b.dhehibi@cgiar.org

Mots-clés : Vulgarisation agricole, système de vulgarisation, système de prestation, cadre politique, analyse SWOT, Tunisie.

Résumé

Face à la dégradation des ressources naturelles liée à la surexploitation, à la croissance démographique et au changement climatique, les services nationaux de vulgarisation en Tunisie nécessitent une révision de leurs priorités et une réforme de leurs modes de prestation de services. Une refonte de la gouvernance à l'échelle centrale et régionale, une meilleure synergie entre les composantes du système national de la recherche-innovation (centres de recherche, établissements d'enseignement supérieur, centres techniques, interfaces de transfert, etc.) ainsi que des approches de vulgarisation innovantes sont de rigueur.

Ces nouvelles approches doivent se développer localement en se fondant sur l'expérimentation, l'apprentissage et l'adaptation aux conditions dominantes et évolutives. Les discussions et les interactions avec les principales parties prenantes impliquées dans la chaîne d'information sur la vulgarisation suggèrent que le personnel de vulgarisation devrait recevoir une formation appropriée pour mener à bien leur travail. Elles révèlent également que les ressources limitées peuvent être utilisées plus efficacement grâce à des partenariats avec le secteur privé et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, le cas échéant. Enfin, le suivi et l'évaluation de la prestation des services de vulgarisation compte tenu des rétroactions des parties prenantes sont également essentiels pour s'assurer continuellement que les compétences du personnel de vulgarisation correspondent aux besoins des utilisateurs finaux.

Note : Ce travail a été élaboré dans le cadre du projet « Mind the Gap/Attention à l'Ecart : Améliorer les stratégies de diffusion pour augmenter l'adoption de technologies par les petits exploitants en Tunisie », financé par Le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ: www.bmz.de) et par le Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA: www.icarda.org). Les opinions exprimées ici appartiennent aux auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'ICARDA ou du BMZ.

Introduction

Face à la dégradation des ressources, les services nationaux de vulgarisation en Tunisie doivent revoir leurs priorités et leurs modes de prestation. Un cadre politique qui fournit au service national de vulgarisation et à d'autres acteurs une orientation stratégique contribuera à garantir que les ressources sont orientées là où elles font le plus défaut, en fonction des besoins des agriculteurs et des priorités nationales.

Ce cadre est élaboré dans ce contexte pour s'assurer que :

- Le personnel de vulgarisation reçoit la formation appropriée pour mener à bien son travail.
- Des ressources limitées peuvent être utilisées plus efficacement grâce à des partenariats avec des organisations de développement et le secteur privé.
- Les technologies de l'information et de la communication sont utilisées et transférées pour améliorer la capacité des agriculteurs, le cas échéant.

Objectifs

Ce cadre permettra de :

- Identifier et caractériser les avantages de l'élaboration d'un nouveau développement du cadre politique pour une distribution efficace du système de vulgarisation agricole en Tunisie.
- Délimiter et identifier les priorités nationales et les rôles des systèmes de vulgarisation, et comment ils doivent être établis.
- Identifier et indiquer quelles mesures d'accompagnement devraient être mises en œuvre pour garantir que le service de vulgarisation est effectivement fourni aux agriculteurs.

Le paradigme émergent – des temps qui changent

La pression croissante sur les budgets gouvernementaux, l'augmentation des préoccupations environnementales et sociales, l'émergence de nouvelles technologies de communication et le renforcement du secteur privé ont changé la manière dont les gouvernements abordent les services de vulgarisation agricole et rurale dans le monde. En général, les tendances mondiales en matière de vulgarisation agricole et rurale indiquent :

- Une implication croissante du secteur privé, des organisations non gouvernementales et des organisations de développement dans la fourniture de services de vulgarisation.
- Une plus grande priorité aux approches participatives de renforcement des capacités.
- Une transition de la vulgarisation publique qui fournit une assistance technique directe aux individus au renforcement de la facilitation et au rassemblement des parties prenantes tout au long de la chaîne de valeur.
- Une priorité croissante au développement des capacités pour améliorer la gestion et la gouvernance des ressources naturelles et pour aider les communautés à s'adapter à la variabilité et au changement climatiques.

- Une utilisation croissante des technologies nouvelles, disponibles et abordables, y compris les téléphones mobiles et les services de messagerie texte, les réseaux sociaux et d'autres technologies Internet pour améliorer la communication.

Le besoin d'une politique de vulgarisation

Au cours des dernières décennies, les services tunisiens de vulgarisation agricole ont été critiqués pour leur manque perçu d'efficacité concernant la prestation de services. Ils ont continué à mettre l'accent sur l'assistance technique traditionnelle en faveur des grandes entreprises agricoles au détriment des petites exploitations, des femmes, des jeunes et de la chaîne de valeur plus large. Du fait de l'absence de cadres politiques clairs, les services manquent d'objectifs de base, les ressources limitées sont attribuées de manière inefficace et les agents de vulgarisation ne sont pas formés de manière adéquate et ne sont pas préparés à mieux travailler avec d'autres partenaires. En effet, ce n'est pas tant le manque de formation des vulgarisateurs qui accable le dispositif, mais plutôt l'affectation de ces derniers à des missions antinomiques avec leur tâche initiale (distribution des engrais, du son, contrôle d'arrachage des oliviers, contrôle des constructions anarchiques, atteinte au domaine public hydraulique, etc.).

Malgré les acquis de la vulgarisation agricole, cette dernière pâtit de la multiplicité des acteurs (dispersion des moyens humains et financiers) et de la dichotomie au niveau de la gouvernance (Agence de la Vulgarisation et de la Formation Agricoles – AVFA est responsable de la vulgarisation, alors que le budget et les moyens humains sont affectés au Commissariat Régional au Développement Agricole – CRDA). Cependant, des conditions doivent être remplies pour une vulgarisation appropriée et efficace. Il s'agit de : i) Les services nationaux de vulgarisation doivent répondre à des exigences plus fortes de leurs clients et démontrer leur valeur à d'autres fournisseurs de services ; ii) La coopération doit être bien définie, et inclure la manière de travailler efficacement avec les différentes parties prenantes et iii) utiliser les nouvelles technologies pour améliorer la fourniture de services par les agents de vulgarisation et les partenaires.

Définir le rôle du service national de vulgarisation

Le Système Tunisien de Vulgarisation Agricole (STVA) existe depuis des décennies, et son contenu et sa portée sont complexes. Il couvre un large éventail de fonctions, de régions et d'activités, en faisant appel à de grandes quantités de matériel de vulgarisation écrit et audiovisuel pour transmettre des messages aux agriculteurs.

Bien que la structure administrative du STVA soit complexe, sa conception est néanmoins élémentaire et il comporte un certain nombre de limites inhérentes à la nature même des activités agricoles. En outre, ce système est confronté à un problème de gouvernance. Il consiste en certaines composantes et synergies, à savoir les établissements d'enseignement supérieur, les centres de recherche, les centres techniques, les centres de formation, les offices, les organisations professionnelles agricoles, etc.

Ces limitations comprennent un manque d'information de la part des petits exploitants sur les besoins pluviométriques, le fonctionnement et la puissance des canaux de commercialisation, la nature dispersée des exploitations à travers les différentes régions climatiques et la taille limitée de ces exploitations. Le traitement de ces facteurs est essentiel pour les agriculteurs : tels qu'ils sont actuellement, ces facteurs affectent négativement la rentabilité et la viabilité économique des activités agricoles. En conséquence, les agriculteurs ont recours de manière limitée, localisée et restreinte aux services de vulgarisation, ce qui rend la prestation de ces services inefficace pour les agriculteurs.

Systèmes de vulgarisation agricole en Tunisie : une évaluation

Le statut révisé des organisations de vulgarisation en Tunisie a révélé un certain nombre de forces, de faiblesses, d'opportunités et de menaces qui peuvent être repositionnées pour mieux cibler la prestation efficace des services de vulgarisation. En outre, l'examen a mis en évidence des approches possibles pour surmonter les menaces et pour que ces organisations soient plus axées sur la prestation de services. Par conséquent, les efforts devraient être orientés vers une organisation ou un système de vulgarisation qui serait durable et capable de répondre aux demandes et aux conditions des agriculteurs, ainsi qu'à leurs capacités productives économiques.

Définir la priorité des services nationaux de vulgarisation agricole (PSNVA)

Les décideurs devraient définir le rôle du service national de vulgarisation en faisant le point sur les différentes organisations travaillant dans le développement agricole et rural (par zone géographique, structure et problématique) en évaluant leur efficacité en matière de prestation de services (en fonction des rétroactions des clients / agriculteurs), en identifiant les lacunes actuelles et les opportunités de collaboration ; et en partageant les ressources et les priorités futures pour le secteur. L'implication des parties prenantes (recherche, développement, organisations non gouvernementales, syndicats paysans, vulgarisateurs, directions générales techniques, offices, centres techniques, centres de formation professionnelle agricole, organisations syndicales -UTAP, SYNAGRI, Concept-, Agri-, etc.) dans ce processus dès le départ aidera à développer l'appropriation et une collaboration efficace et continue. Ainsi, le service de vulgarisation agricole est l'un des principaux instruments dont disposent les gouvernements pour apporter des changements positifs dans les communautés agricoles et rurales. Pour être efficaces, les priorités des services de vulgarisation sont :

- Réglementation organisationnelle
- Investissements stratégiques et partenariats obligatoires
- Mobilisation de la communauté en vue d'une participation proactive
- Adaptation des approches du modèle de prestation
- Renforcement du capital social dans les communautés rurales.

Vers un nouveau modèle de vulgarisation agricole

L'AVFA a proposé aux autorités de tutelle une nouvelle vision pour retenir et faire adopter un nouveau paradigme de la vulgarisation en Tunisie. Les préconisations du séminaire national, qu'elle a organisé le 17 octobre 2017 sous le titre « *La vulgarisation agricole en Tunisie : besoin d'un nouveau paradigme ?* » et auquel 250 spécialistes ont pris part, stipulent que l'appui conseil et la vulgarisation de techniques agricoles innovantes, la refonte du dispositif ainsi qu'une nouvelle démarche de vulgarisation constituent les axes importants de la nouvelle stratégie d'intervention.

Partant de la conviction que la vulgarisation, en tant que levier de développement agricole, a besoin d'une profonde transformation du système traditionnel en une force moderne et viable capable de mieux jouer le rôle qui lui est dévolu et de relever les nouveaux défis. Bien que la modernisation et la réforme de ce système constituent une entreprise majeure, il est temps que les protagonistes de la vulgarisation unissent leurs efforts afin d'élaborer, de manière participative, des stratégies de vulgarisation, de mettre en place des mécanismes de coordination et d'assurance qualité, de plaider pour plus de financement public et privé et de renforcer les moyens de communication et d'information. Cependant, les exigences de cette nouvelle démarche dépassent largement le cadre strict d'un « système de vulgarisation » et, par conséquent, les aménagements suivants sont préconisés :

1. **Nouveaux besoins vs nouvelles compétences :** Constituer un groupe central de spécialistes à l'échelle locale ayant des compétences de vulgarisation non traditionnelles, telles que : développement des marchés ; développement institutionnel ; stratégies post-récolte ; développement de l'entreprise ; et gestion agroalimentaire.
2. **Sources d'innovation dans le cadre de la vulgarisation :** Passer de l'innovation génératrice à l'échelle centrale / nationale à l'échelle locale par le biais d'expérimentations locales et de nouveaux partenariats.
3. **Développement des capacités du personnel et du système de vulgarisation :** Un changement de dimension, qui va de la formation à l'« Apprentissage par la pratique », est nécessaire. Le personnel pourrait bénéficier de la plateforme nécessaire pour lancer des programmes qui répondent aux besoins économiques des agriculteurs et leur donnent les moyens d'agir.
4. **Organisation, revue de gestion, planification et stratégie de mise en œuvre :** Il est essentiel de revoir le système de vulgarisation existant et d'étudier comment augmenter le ratio de personnel de terrain hautement qualifié par agriculteur. Il est également nécessaire de créer de nouvelles structures d'incitation pour les agriculteurs et des partenariats qui offrent plus de liberté administrative et financière aux petits exploitants.
5. **Approche et processus politiques mieux informés :** Les ressources devraient être utilisées pour des analyses institutionnelles systématiques des innovations prometteuses en matière de vulgarisation, afin de dégager des principes généralisables et de façonner de nouvelles stratégies.

6. **Soutenir le modèle d'innovation** : Passer du transfert de technologie aux systèmes d'innovation (par l'intermédiaire de l'agriculture pour le développement – plateformes d'innovation A4D).

Soutenir et financer le cadre politique

La mise en œuvre du nouveau cadre politique suggéré nécessiterait l'adoption d'un certain nombre de stratégies, à savoir : la mobilisation des ressources, la gestion du personnel et un système de suivi et d'évaluation :

1. **Mobilisation des ressources** : En général, les services nationaux de vulgarisation sont financés par le budget gouvernemental pour le développement agricole et rural. Ainsi, pour maintenir le cadre proposé de sorte qu'il soit opérationnel et efficace, il est important de veiller à ce que le financement soit aligné sur les priorités du service national de vulgarisation, et que les priorités externes n'éloignent pas les agents de vulgarisation de leurs rôles convenus.
2. **Gestion du personnel de vulgarisation** : L'inspiration et la motivation du personnel de vulgarisation sont essentielles pour un service national de vulgarisation efficace. Les agents de vulgarisation ont besoin de rôles, de missions et d'objectifs clairs avec des opportunités appropriées de développement de carrière pour faire leur travail efficacement. Une formation adéquate et continue et la disponibilité des ressources sont essentielles pour que le personnel de vulgarisation reste motivé. Lorsque les agents sont dispersés, il faut trouver des méthodes pour maintenir l'interaction, la rétroaction et le soutien.
3. **Impact du suivi et de l'évaluation** : Afin de soutenir le cadre politique suggéré et d'identifier les éventuels futurs changements nécessaires, la mise en place d'un système de suivi de l'efficacité des services de vulgarisation est essentielle. Par conséquent, un tel système devrait tenir compte des rétroactions des utilisateurs finaux (agriculteurs) sur les installations et l'assistance technique.

Conclusions

- Le travail de vulgarisation agricole en Tunisie existe depuis de nombreuses décennies. Il existe déjà un réseau institutionnel important dans lequel des investissements publics ont été réalisés dans le passé et qui pourrait devenir plus opérationnel aujourd'hui.
- L'expérience accumulée grâce à l'interaction avec les principales parties prenantes peut être bénéfique aux promoteurs privés qui souhaitent mettre en place des projets de vulgarisation, qui pourraient être diversifiés et étendus à d'autres services.
- Dans la plupart des cas, la prestation et la mise en œuvre des services de vulgarisation ont été exogènes aux agriculteurs ciblés. Ce n'est que maintenant, sous la pression de la libéralisation de l'économie, qu'il est devenu clair que le secteur privé devrait jouer un rôle plus important et plus actif.
- Les services de vulgarisation privés fournis par les parties prenantes des services et des intrants ont été partisans de la promotion des produits et des équipements commerciaux, au lieu d'apporter des changements techniques pertinents dans le secteur agricole.

Recommandations

- Réviser le cadre politique existant pour les services de vulgarisation nationaux, afin de s'assurer qu'il définit clairement les rôles et priorités adéquats, au niveau local, régional et national.
- Effectuer un diagnostic participatif des parties prenantes pour identifier où les services de vulgarisation gouvernementaux sont les plus nécessaires, soutenus et pertinents.
- Identifier les opportunités de collaboration avec le secteur privé. Compte tenu de la forte proportion de petites exploitations agricoles en Tunisie, insister sur la nécessité de formes alternatives de travail collectif et inciter la motivation spontanée et libre des agriculteurs peut constituer un investissement public justifié.
- Effectuer une évaluation des compétences du personnel de vulgarisation pour s'assurer que les compétences correspondent aux approches de vulgarisation requises et fournir une formation là où il y a des lacunes, ou lorsque de nouvelles compétences sont demandées.
- S'assurer que les sources de financement externes sont conformes aux priorités et aux besoins nationaux en matière de vulgarisation. La facilitation du crédit peut donner les moyens aux agriculteurs de s'équiper pour mieux résister et pour concurrencer le pouvoir du marché sur les marchés agricoles.
- Mettre en place un cadre de suivi et d'évaluation pour les services nationaux de vulgarisation afin de s'assurer qu'ils répondent aux besoins des utilisateurs finaux (agriculteurs) et veiller à ce que ce cadre puisse être adapté aux changements quotidiens.

Lectures complémentaires

- ACC – Société tunisienne d'études et de conseil. 2014. Evaluation des dispositifs de vulgarisation et de formation professionnelle agricoles et de pêche. Février 2014. Consulté en mai 2017. http://www.acc.com.tn/index.php?id=40&no_cache=1&txttnews%5Btt_news%5D=107.
- Banque mondiale. 2014. La révolution inachevée : créer des opportunités, des emplois de qualité et de la richesse pour tous les Tunisiens. Rapport de synthèse : 336. Consulté en novembre 2017. <http://www.banquemondiale.org/fr/country/tunisia/publication/unfinished-revolution>.
- Elias, A., M. Nohmi, K. Yasunobu, et A. Ishida. 2016. Farmers' Satisfaction with Agricultural Extension Service and Its Influencing Factors: A Case Study in North West Ethiopia. *Journal of Agricultural Science and Technology* 18(1): 39-53.
- Judd, A., J. Boyce, et R. Evenson. 1986. Investing in Agricultural Supply: The Determinants of Agricultural Research and Extension Investment. *Economic Development and Cultural Change* 35(1): 77-113.
- Ragasa, C., J. Ulimwengu, J. Randriamamonjy, et T. Badibanga. 2016. Factors Affecting Performance of Agricultural Extension: Evidence from Democratic Republic of Congo. *The Journal of Agricultural Education and Extension* 22(2): 113-143, DOI: 10.1080/1389224X.2015.1026363.
- Sioud, H. 2014. Stratégie de Vulgarisation Agricole à l'horizon 2020. Rapport technique – Agence de la Vulgarisation et de la Formation Agricoles – Tunis. Consulté en mai 2017. http://www.avfa.agrinet.tn/fr/supports_vulgarisation.php.
- Thabet, B., B. Dhehibi, S. Kassam, et A. Aw-Hassan. 2015. Good intentions and hard realities: Achievements and challenges in agricultural extension systems in Tunisia. *International Journal of Agricultural Extension* 3(3): 209-216. <http://escijournals.net/index.php/IJAE/article/view/1330/726>.